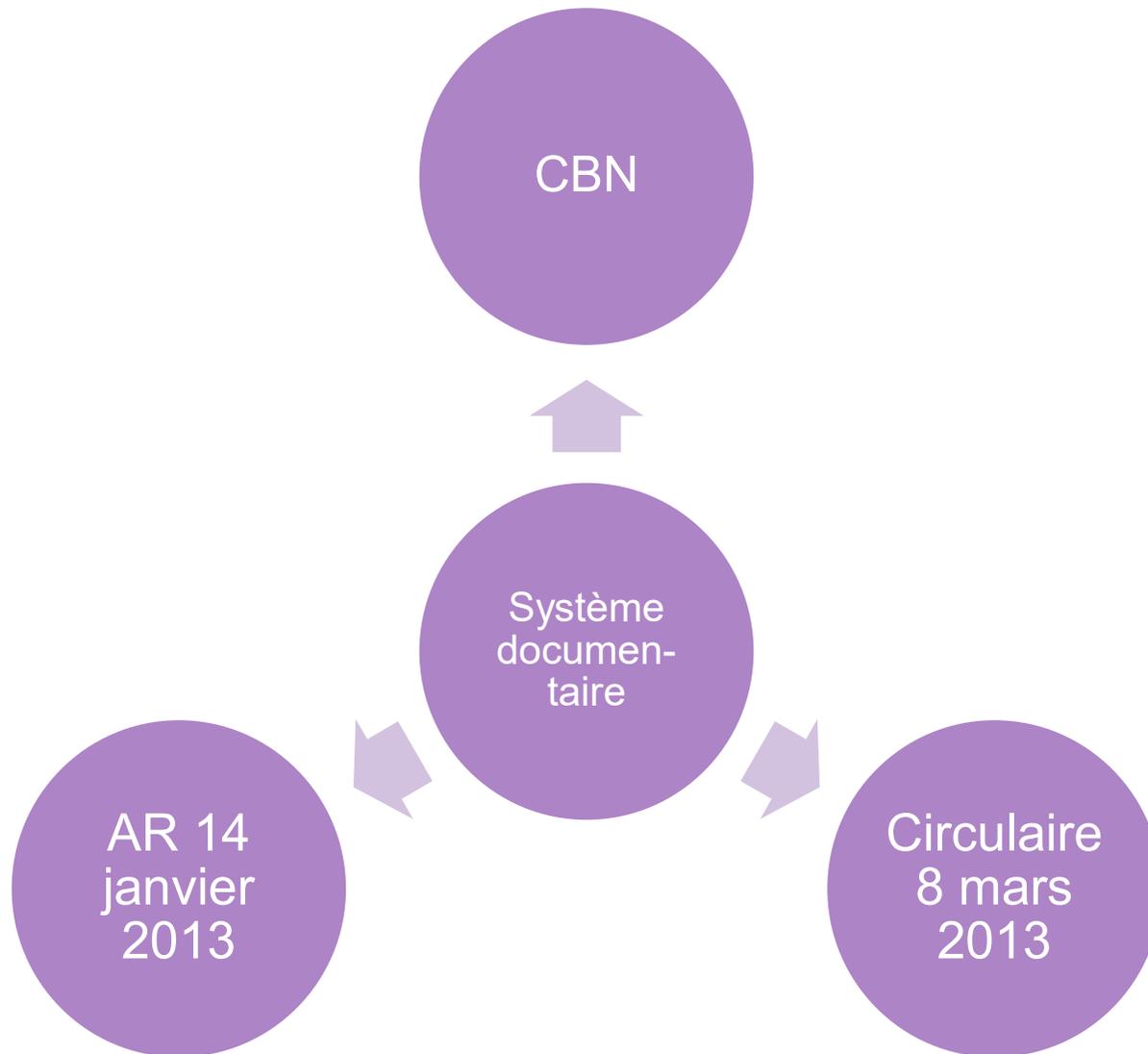
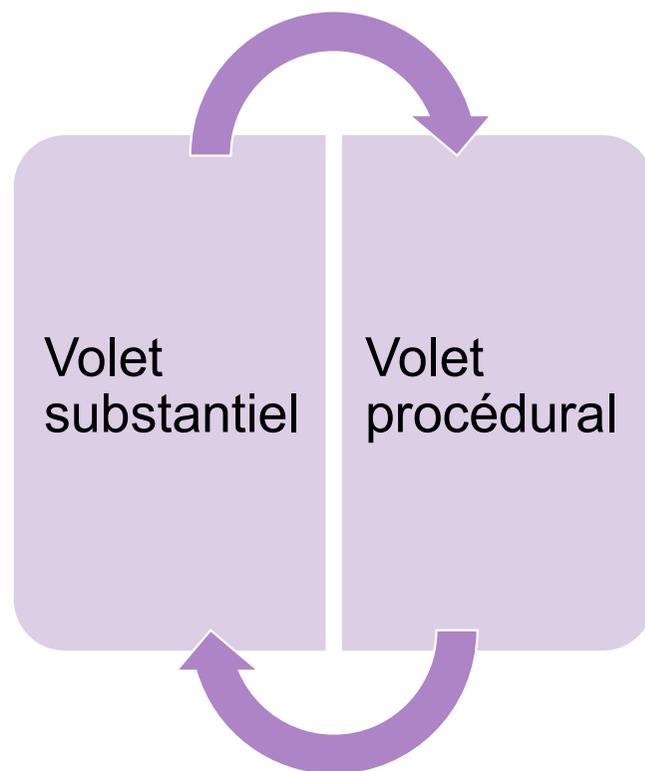


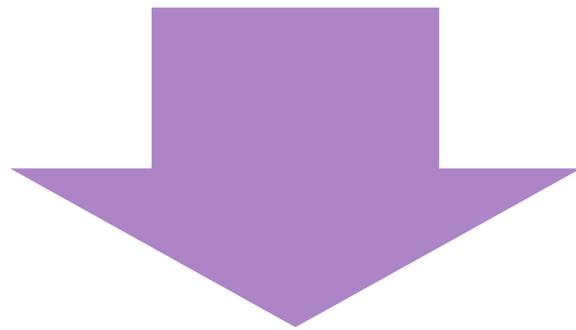
Que reste-t-il du système de preuve documentaire?

ADDE – 5 oct. 2023

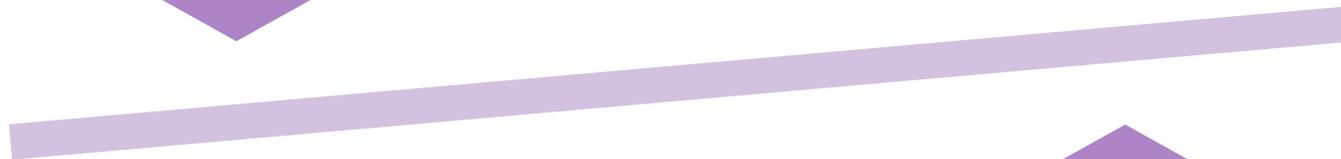




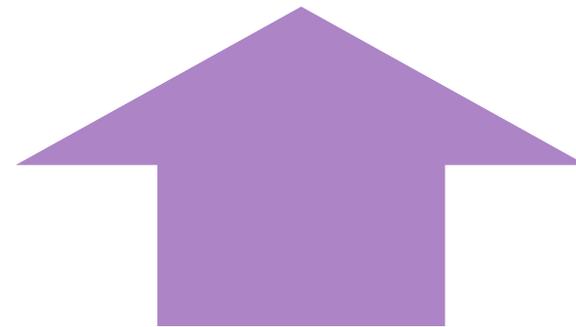




Limites



Pistes de
solution





Limites du système documentaire

(1) Relativité de certaines exigences



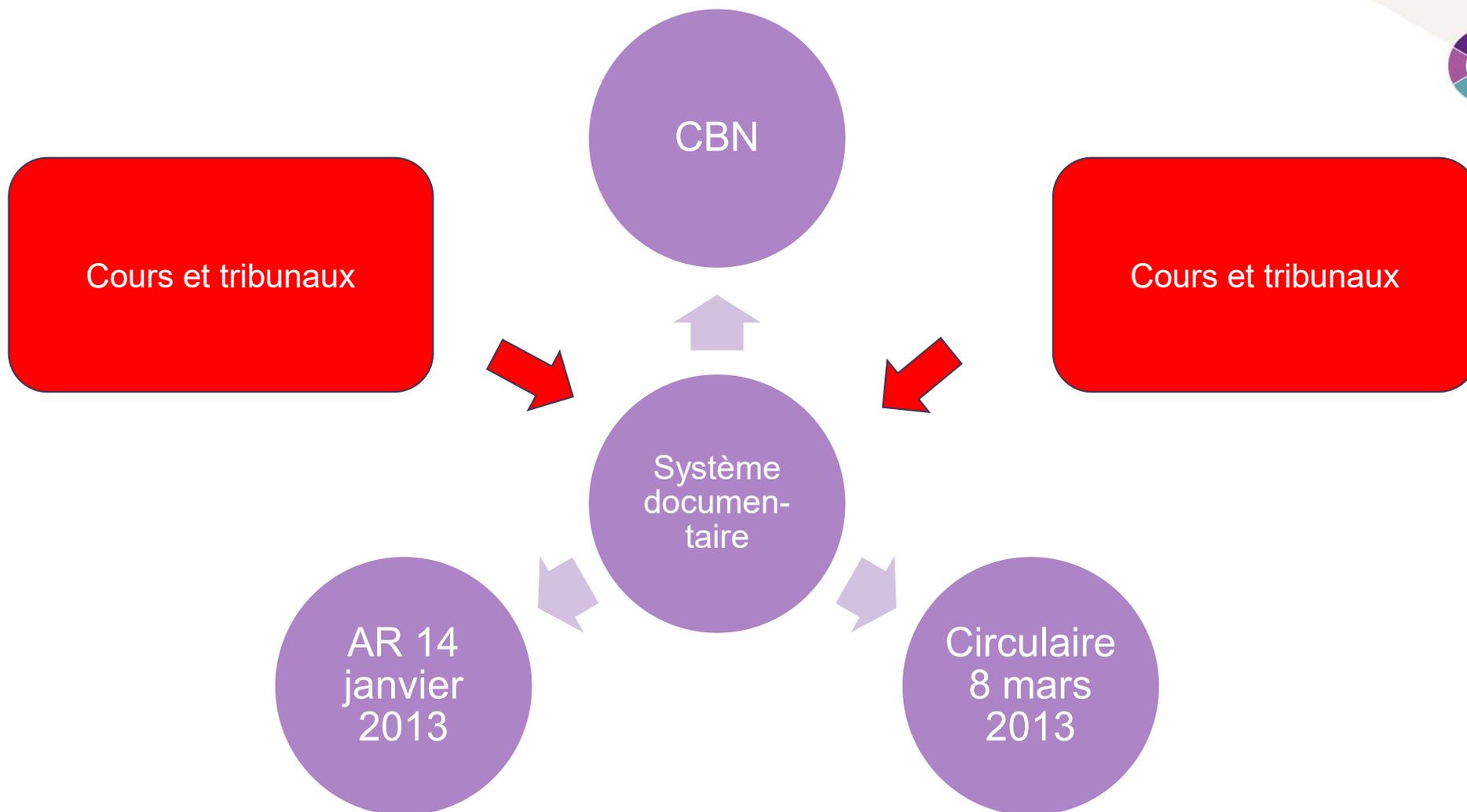
Limites du système documentaire

(2) Caractère incomplet de certaines exigences



Limites du système documentaire

(3) Incohérence de certaines exigences



DURA LEX,
SED LEX.





1) Emprunter la solution à un domaine adjacent

- “Séjour légal” (art. 7bis §2 CNB) et attestation d'immatriculation
- “Participation économique” et contrat de travail art.60 loi CPAS



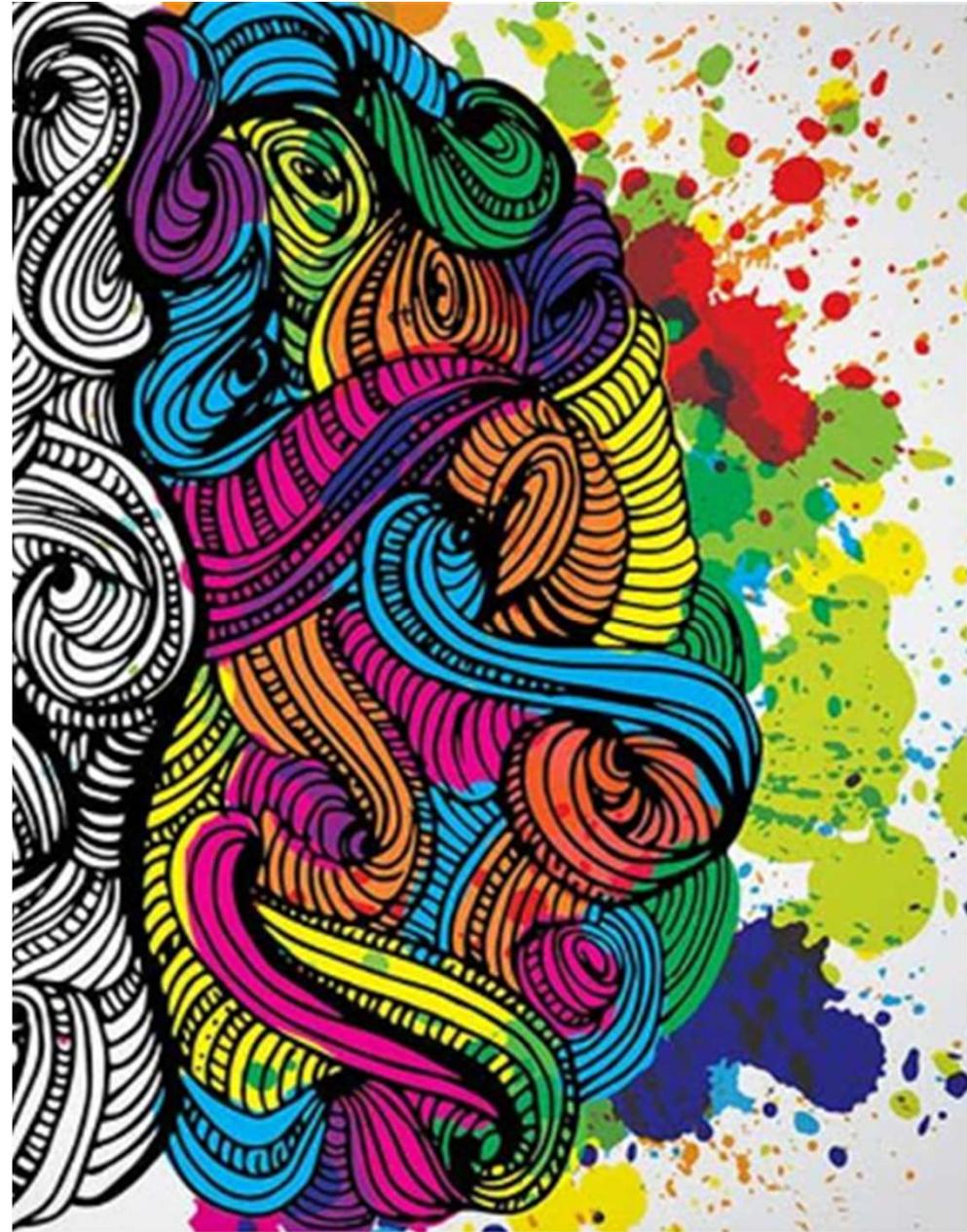
2) Raisonnement par analogie

- “Intégration sociale” (art. 12bis CNB) – quid d’une interruption dans le parcours professionnel?



3) Hiérarchie des sources comme levier pour assouplir le système documentaire

- “Séjour légal” (art. 7bis §2 CNB) et attestation d'immatriculation
- “Participation économique” et mobilité du citoyen européen



4) Principe d'égalité comme levier pour assouplir le système documentaire

- “Participation économique” : 468 jours de travail « dans la fonction publique »
- “Séjour légal” (art. 7bis §2 CNB) et titre de séjour spécial



4) Principe d'égalité comme levier pour assouplir le système documentaire

- Légitimité de l'argument d'égalité
- Fragilité du raisonnement fondé sur l'égalité







Evaluation

- 1) Les failles du système documentaire
- 2) Une pratique jurisprudentielle créative, mais limitée / fragile
- 3) Une intervention législative?